

Un nouveau plan de reprise de Gandrange présenté à l'Elysée par Romain Zaleski

«Une offre d'achat amicale»

Le p.-d.g. du sidérurgiste italien Carlo Tassara, Romain Zaleski, a présenté mercredi à l'Elysée un plan de reprise de l'aciérie de Gandrange élaboré avec la mairie d'Amnéville (Moselle) et le conseil général de la Moselle, a-t-on appris hier auprès de ces collectivités locales. Mais, quelques heures plus tard, l'Elysée a affirmé qu'«il n'a(vait) jamais été question de présenter un nouveau plan» de reprise de l'aciérie de Gandrange (Moselle).



La cour d'appel de Metz doit examiner mardi une demande de la CGT visant à faire reprendre la consultation du personnel sur la fermeture du site (Photo: Guy Jallay)

■ «Il y a bien eu une conversation téléphonique entre Henri Guaino», conseiller spécial du président Nicolas Sarkozy, et Romain Zaleski, p.-d.g. du sidérurgiste italien Carlo Tassara, à propos de l'aciérie de Gandrange, «mais il n'a jamais été question de présenter un nouveau plan,

encore moins par téléphone», a-t-on assuré à l'Elysée. Ce nouveau plan aurait en effet été soumis à Henri Guaino, conseiller

spécial de Nicolas Sarkozy, qui «doit maintenant convaincre Lakshmi Mittal (le patron indien d'ArcelorMittal, propriétaire de

l'usine mosellane, ndr) qu'il peut être mis en œuvre sans heurts», a indiqué Alain Stahl, directeur du cabinet du maire d'Amnéville.

Aciers haut de gamme

«Il s'agit d'une offre d'achat amicale de l'aciérie électrique et du train à billettes (TAB, installation de laminage) que M. Mittal a décidé de fermer d'ici à 2009», a précisé Alain Grenaut, un ancien directeur de l'usine mosellane chargé par M. Zaleski du volet technique du plan. «L'activité de l'aciérie et du TAB serait réorientée vers les aciers haut de gamme pour ne pas concurrencer directement les autres usines européennes d'ArcelorMittal», a-t-il ajouté.

La mairie d'Amnéville, sur le territoire de laquelle se trouve une partie de l'usine mosellane, serait prête à apporter 15 % du capital de la structure qui reprendrait Gandrange tandis que le conseil général s'engagerait à hauteur de

3 %, a affirmé une source proche de la présidence de l'assemblée départementale.

Le reste du capital pourrait être apporté par Romain Zaleski, démissionnaire du conseil d'administration d'ArcelorMittal mais toujours détenteur de 3 % des parts du groupe, et deux sidérurgistes allemands, les Badische Stahlwerke de Kehl, aciéries électriques spécialisées dans les barres de béton armé et le fil laminé, et le groupe GeorgsMarienhütte d'Osnabrück, qui produit des aciers polis et d'outillage.

Lundi, le p.-d.g. d'ArcelorMittal, Lakshmi Mittal, avait affirmé que «la porte de Gandrange» n'était «pas fermée», soulignant que son groupe était prêt à étudier toutes les opportunités d'investissement sur le site mais sans souhaiter sa vente. M. Stahl a également indiqué qu'il avait demandé au président de la commission des Affaires économiques de l'Assemblée nationale une nouvelle audition de M. Mittal. (AFP)